

ISSN-P : 2312-7031
ISSN-L : 3078-8234

FACULTE DES SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIETE

ANYASÃ



Revue des Lettres et Sciences Humaines

Laboratoire de Recherche sur la Dynamique des Milieux et des Sociétés

Université de Lomé

Numéro 18
Juin 2025

ANYASA

Revue des Lettres et Sciences Humaines

Université de Lomé

ISSN-P : 2312-7031 ; ISSN-L : 3078-8234

URL de la revue : <https://www.revue-anyasa.org>

Bases de référencement



ADMINISTRATION ET REDACTION DE ANYASA

Revue des Lettres et Sciences Humaines
Laboratoire de Recherches sur la Dynamique des Milieux et des Sociétés
Université de Lomé

Directeur administratif de la rédaction : Professeur Messan VIMENYO

Comité scientifique et de lecture

Professeur Yaovi AKAKPO (Université de Lomé)
Professeur Mahamadé SAVADOGO (Université de Ouagadougou)
Professeur Augustin K. DIBI (Université Félix Houphouët-Boigny)
Professeur Lazare POAME (Université Alassane Ouattara)
Professeur Marc Louis ROPIVIA (Université Omar Bongo)
Professeur Charles Zakarie BOAWO (Université Marien Ngouabi)
Professeur Issa Djarangar DJITA (Université de Moundou)
Professeur Azoumana OUATTARA (Université Alassane Ouattara)
Professeur Paul ANOH (Université Félix Houphouët-Boigny)
Professeur Delali Komivi AVEGNON (ENS d'Atakpamé)
Professeur Komi N'KERE (Université de Lomé)
Professeur Benjamin ALLAGBE (Université d'Abomey Calavi)
Monsieur Ludovic Baïsserné PALOU, Maître de Conférences (Université de Pala)
Monsieur Pessièzoum ADJOUSSI, Maître de Conférences (Université de Lomé)
Monsieur Iléri DANDONOUGBO, Maître de Conférences (Université de Lomé)
Monsieur Nayondjoa KONLANI, Maître de Conférences (Université de Lomé)
Madame Koko Zébéto HOUEDAKOR, Maître de Conférences (Université de Lomé)
Monsieur Koffi KPOTCHOU, Maître de Conférences (Université de Lomé)
Monsieur Kodzo KPOFFON, Maître de Conférences (Université de Lomé)
Monsieur Eyanah ATCHOLE, Maître de Conférences (ENS d'Atakpamé)

Secrétaire de rédaction : Koku-Azonko FIAGAN (MC), Tel : +228 99762908, E-mail : azonkokoku@gmail.com

Contact :

BP. 1515, Lomé

Tél. : +228 90833419 / 90192589

E-mail : revue.anyasa@gmail.com ou anyasa@revue-anyasa.org

A ces membres du comité scientifique, s'ajoutent d'autres personnes ressources consultées occasionnellement en fonction des articles à évaluer

Éditorial

Le mot **Anyasa** prononcé Anyásã, à ne pas confondre avec ahɔhlõ, désigne en éwé « intelligence » ou « connaissance ». Dans les textes bibliques, anyásã est mis en rapport synonymique avec núnya « savoir ». Pour le caractère scientifique des travaux et la dimension universelle des recherches, le vocable a été retenu pour nommer cette Revue des Lettres et Sciences humaines que le *Laboratoire de Recherche sur la Dynamique des Milieux et des Sociétés (LARDYMEs)* se propose de faire paraître deux numéros par an. La naissance de cette revue scientifique s'explique par le besoin pressant de pallier le déficit de structure de publication spécialisés en Lettres et Sciences humaines dans les universités francophones de l'Afrique. C'est précisément pour parvenir à cette vision holistique de la recherche (et non seulement de ses résultats, dont les plus évidents sont les publications, mais aussi de son contexte), que nous éditons depuis 2014 la revue Anyasa afin que chaque chercheur en sciences sociales trouve désormais un espace pour diffuser les résultats de ses travaux de recherche et puisse se faire évaluer pour son inscription sur les différentes listes d'aptitudes des grades académiques de son université.

Charte d'éthique

Pour veiller à l'intégrité des travaux et de la diffusion des recherches scientifiques, la revue Anyasa applique les règles éthiques de la présente charte. Nous encourageons les membres du comité scientifique et de lecture, les contributeurs et les évaluateurs à les respecter.

Engagements de la revue

Le comité de rédaction a pour priorité l'amélioration de la revue anyasa, ainsi que la publication et la diffusion en ligne d'un contenu scientifique concis, exigeant et éthique.

Rôles des évaluateurs

Les évaluateurs sont sélectionnés pour leur expertise scientifique. Ils sont chargés d'évaluer les manuscrits sur leur seul contenu, sans distinction de race, de sexe, de convictions religieuses, de nationalité, d'affiliation universitaire. Les avis rendus par les évaluateurs doivent être objectifs. Les évaluateurs sont tenus de signaler tous les articles ayant un rapport de similitude avec l'article soumis à la revue.

Publication

Les auteurs autorisent la diffusion de leur article au format papier et numérique sur le site web de la revue. Les auteurs garantissent à l'éditeur de l'originalité de leur contribution et lui assurent la jouissance entière et libre des droits ainsi cédés. Si leur article est co-signé par plusieurs auteurs, l'auteur principal doit être assuré de l'accord des co-auteurs au regard de la cession de droits. Les auteurs s'engagent également à avoir pris soin d'éviter tout plagiat.

AVIS AUX AUTEURS

1. Note aux contributeurs

« ANYASA » revue des lettres et sciences humaines, publie des articles originaux, rédigés en français, non publiés auparavant et non soumis pour publication dans une autre revue. Les normes qui suivent sont conformes à celles adoptées par le Comité Technique Spécialisé (CTS) de Lettres et sciences humaines/CAMES (cf. dispositions de la 38e session des consultations des CCI, tenue à Bamako du 11 au 20 juillet 2016). Les contributeurs doivent s'y conformer.

1.1. Les manuscrits

Un projet de texte soumis à évaluation, doit comporter un titre (Times New Romans, taille 12, Lettres capitales, Gras), la signature (Prénom(s) et NOM (s) de l'auteur ou des auteurs, l'institution d'attaché), l'adresse électronique de (des) auteur(s), le résumé en français (250 mots), les mots-clés (cinq), le résumé en anglais (du même volume), les keywords (même nombre que les mots-clés). Le résumé doit synthétiser la problématique, la méthodologie et les principaux résultats.

Le manuscrit doit respecter la structuration habituelle du texte scientifique : Introduction (Problématique, Hypothèse compris) ; Approche méthodologie ; Résultats ; Analyse des Résultats ; Discussion ; Conclusion ; Références bibliographiques (s'il s'agit d'une recherche expérimentale ou empirique).

Les notes infrapaginaires, numérotées en chiffres arabes, sont rédigées en taille 10 (Times New Roman). Réduire au maximum le nombre de notes infrapaginaires. Ecrire les noms scientifiques et les mots empruntés à d'autres langues que celle de l'article en italique (*Adansonia digitata*).

Le volume du projet d'article (texte à rédiger dans le logiciel word, Times New Romans, taille 12, interligne 1.5) doit être de 30 000 à 40 000 caractères (espaces compris).

Les titres des sections du texte doivent être numérotés de la façon suivante :

1. Premier niveau, premier titre (Times 12 gras)

1.1. Deuxième niveau (Times 12 gras italique)

1.2.1. Troisième niveau (Times 11 gras, italique)

1.2.2. Les illustrations

Les tableaux, les cartes, les figures, les graphiques, les schémas et les photos doivent être numérotés (numérotation continue) en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre concis, placé au-dessus de l'élément d'illustration (centré). La source (centrée) est indiquée en-dessous de l'élément d'illustration (Taille 10). La source (centrée) est indiquée en dessous de l'élément d'illustration (Taille 10). Ces éléments d'illustration doivent être : annoncés, insérés puis commentés dans le corps du texte.

La présentation des illustrations : figures, cartes, graphiques, etc. doit respecter le miroir de la revue. Ces documents doivent porter la mention de la source, de l'année et de l'échelle (pour les cartes).

2. Notes et références

2.1. Les passages cités sont présentés entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépasse trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

2.2. Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, ainsi qu'il suit :

- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'auteur, année de publication, pages citées (B. A. Sy. 2008, p. 18) ;
- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples :

- En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...) »
- Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles-là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire. - Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement.

Ainsi qu'il le dit : Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socioculturelle et de civilisation traduisant une impréparation socio-historique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakité, 1985, p. 105).

2.3. Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en continu et présentées en bas de page.

2.4. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : Nom et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Titre, Lieu de publication, Editeur, pages (p.) pour les articles et les chapitres d'ouvrage. Le titre d'un article est présenté entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2nde éd.).

2.5. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur.

Par exemple :

Références bibliographiques

AMIN Samir, 1996, Les défis de la mondialisation, Paris, L'Harmattan, société, Paris, Gallimard, 352 p.

BERGER Gaston, 1967, L'homme moderne et son éducation, Paris, PUF. DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », Diogène, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, Violence technologique et développement. La question africaine du développement, Paris, L'Harmattan, 156 p.

Sommaire

Géographie

EFFETS DE LA SPECULATION IMMOBILIERE SUR LA MOBILITE RESIDENTIELLE DANS LE GRAND ABIDJAN EN COTE D'IVOIRE.....	p. 1-14
<i>Kouakou Tehua Pierre DEKI, T. Bénoît DANVIDE, Kossiwa ZINSOU-KLASSOU</i>	
IMPLICATIONS SOCIO-ECONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTALES DU MARAICHAGE DANS LA PREFECTURE DES LACS AU SUD-EST DU TOGO.....	p.15-32
<i>Edmond Kokou KOUNOUGNA, Abasse SEBABY, Tchégnon ABOTCHI</i>	
COLLECTIVITE TERRITORIALE DU GOLFE 7 FACE AUX DEFIS D'ACCESSIBILITE AUX EQUIPEMENTS SOCIO-ECONOMIQUES DE BASE ET DE BONNE GOUVERNANCE.	p.33-45
<i>Sélom Luc AFANTCHAO, Koku-Azonko FIAGAN, Edinam KOLA</i>	
LA CHAINE DE VALEUR DU MANIOC ET AUTONOMISATION FINANCIERE DE SES ACTEURS DANS LE DISTRICT AUTONOME DE YAMOUSSOUKRO (COTE D'IVOIRE)	p.46-63
<i>Souleymane SORO, Achille Roger TAPE, Kouadio Marus N'GUESSAN, Arsène DJAKO</i>	
PRIVATISATION, DECENTRALISATION REGIONALE ET ENTRETIEN ROUTIER EN MILIEU RURAL : CAS DE LA REGION DE LA BAGOUE AU NORD DE LA COTE D'IVOIRE)	p. 64-81
<i>Kouadio Joseph KRA</i>	
ÉTUDE COMPARATIVE DES ALGORITHMES DE MACHINE LEARNING (RF, SVM ET CART) POUR LA CARTOGRAPHIE DE L'OCCUPATION DU SOL PAR TÉLÉDÉTECTION OPTIQUE DANS LA ZONE DU SINE SALOUM (SENEGAL).....	p. 82-109
<i>Labaly TOURÉ, Amandine Carine NJEUGEUT MBIAFEU, Marc YOUAN TA, Moussa SOW et Jean Patrice JOURDA</i>	
RESSOURCES NATURELLES ET CONFLITS DANS L'EST DU CAMEROUN : EXPLORATION DES APPROCHES INNOVANTES DES FEMMES POUR LA PRESERVATION DE LA PAIX ET LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES.....	p. 110-127
<i>Adrien Narcisse DEUDJUI, Lila Reni BIBRIVEN</i>	

IMPACTS SOCIO-SANITAIRE ET ENVIRONNEMENTAL DES EPAVES DES VOITURES D'OCCASION DANS LA VILLE DE KARA AU NORD DU TOGO.....	p. 128-139
<i>Charifou TAIROU FOUSSENI, Assogba GUEZERE, Babénoun LARE</i>	
CONSÉQUENCES ENVIRONNEMENTALES ET SANITAIRES DE LA GESTION DES EAUX USÉES À BOUNDIALI (NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE)	p. 140-151
<i>Brahima CISSE, Idrissa SARAMBE, Sindou Amadou KAMAGATE</i>	
EFFET PONT ET PRATIQUES DE MOBILITES SPATIALES DES POPULATIONS AU DEPART ET VERS JACQUEVILLE EN CÔTE D'IVOIRE.....	p. 152-172
<i>Djanin Raphaël GNANBE</i>	
PROBLEMES ENVIRONNEMENTAUX ET SANITAIRES LIÉS A LA PRATIQUE AGRICOLE DANS LE BAS-FOND DE NATIO-KOBADARA DANS LA VILLE DE KORHOGO.....	p. 173-191
<i>Moussa COULIBALY, Nafolo Drissa YEO, Rosalie Gazalo ZOHOURE</i>	
LA NOIX DE CAJOU : ACTEURS ET PROCESSUS D'ACHEMINEMENT DES ZONES DE PRODUCTION DE BOUNDIALI VERS LE PORT D'ABIDJAN	p. 192-205
<i>Koulai Hervé YRO, Amara KONE</i>	

Philosophie

PLÉBISCITE DES COUPS D'ÉTAT EN AFRIQUE : LE MILITAIRE, HOMME PROVIDENTIEL ?.....	p. 206-223
<i>Juste Joris TINDY-POATY</i>	

Lettres modernes

DYNAMIQUE LITTERAIRE ET EXERCICE DU POUVOIR DANS LA SOCIETE AKAN : CAS DE « LA LEGENDE BAOULE » EXTRAIT DE "LEGENDES AFRICAINES" DE BERNARD DADIE	p. 224-239
<i>Mafiani N'Da KOUADIO</i>	

Sociologie et anthropologie

ROLE ET INTEGRATION DE LA FEMME RURALE DANS LA VIE SOCIOECONOMIQUE FAMILIALE A MADANA AU	
---	--

TCHAD.....	p. 240-251
<i>Tchago NDIKWE, Marina DOUBE</i>	
INFLUENCE DU GENRE DANS LE DEVELOPPEMENT ET LA DOCUMENTATION DES INNOVATIONS LOCALES POUR LA PROMOTION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU NORD-BENIN.....	p. 252-274
<i>Georges DJOHY</i>	

**RESSOURCES NATURELLES ET CONFLITS DANS L'EST DU CAMEROUN:
EXPLORATION DES APPROCHES INNOVANTES DES FEMMES POUR LA
PRESERVATION DE LA PAIX ET LA GESTION DURABLE DES
RESSOURCES**

Adrien Narcisse DEUDJUI, Lila Reni BIBRIVEN

Université de Yaoundé 1, Université de Ngaoundéré, Cameroun

Résumé : L'époque contemporaine est marquée par des tensions et des crises autour des ressources naturelles essentielles à la survie humaine. Selon une étude récente du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) de février 2009, les ressources naturelles ont alimenté au moins 18 conflits violents depuis 1990 et ont été liées à au moins 40% de l'ensemble des conflits depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La région de l'Est du Cameroun, la plus vaste du pays avec 109 002 km², est en proie à ces conflits liés à la gestion des ressources naturelles. En effet, l'importance de sa superficie, la disponibilité des ressources naturelles et sa faible densité démographique, conduisent souvent à l'exploitation clandestine de ses ressources minières et forestières. Les crises internes et externes ont en outre provoqué un afflux de personnes dans la région, intensifiant la pression sur les ressources à mesure que le nombre d'acteurs augmente. Cette concurrence accrue a exacerbé les conflits dont la gestion implique des acteurs différents notamment les femmes. Dans l'Est du Cameroun, les femmes jouent un rôle central dans la résolution des conflits et la gestion des ressources naturelles. Elles s'appuient sur leurs connaissances locales et leurs réseaux sociaux pour médier les disputes, favoriser le dialogue et promouvoir la durabilité. L'autonomisation des femmes et l'intégration de leurs perspectives dans les processus décisionnels peuvent donc renforcer les stratégies de consolidation de la paix et de gouvernance des ressources naturelles. En utilisant une approche empirico-inductive, cette étude analyse les déterminants des conflits liés aux ressources de survie dans la région de l'Est du Cameroun et examine le rôle des femmes dans la préservation de la paix et la prévention des conflits liés à la gestion de ces ressources. En outre, l'étude met en lumière l'impact transformateur du leadership des femmes dans la gestion des dynamiques complexes des ressources naturelles, de la concurrence et des conflits dans la région.

Mots clés : Compétition, Conflits, Est-Cameroun, Femme, Ressources de survie.

Abstract : This contemporary era is marked by tensions and crises surrounding natural resources essential for human survival. According to a recent study by the United Nations Environment Programme (UNEP) in February 2009, natural resources have fueled at least 18 violent conflicts since 1990 and have been linked to at least 40% of all conflicts since the end of World War II. The East Region of Cameroon, spanning 109,002 km², is the largest in the country and is notably the most resource-rich. The combination of its vast area, abundant natural resources, and low population density has attracted numerous

actors, often leading to the clandestine exploitation of its mineral and forest resources. Internal and external crises have further driven an influx of people into the region, intensifying resource exploitation as the number of actors' increases. This heightened competition has escalated conflicts. Women are pivotal in conflict resolution and resource management, leveraging their local knowledge and social networks to mediate disputes, foster dialogue, and promote sustainability. Empowering women and incorporating their insights into decision-making can enhance peace building and resource governance strategies. Using an empirical-inductive approach, this study analyzes the determinants of conflicts over survival resources in the East Region of Cameroon and examines the role of women in preserving peace and preventing conflicts related to these resources. Further, the study underscores the transformative impact of women's leadership in addressing the intricate dynamics of natural resources, competition, and conflicts in the region.

Keywords: Competition, Conflicts, East Cameroon, Women, Natural Resources.

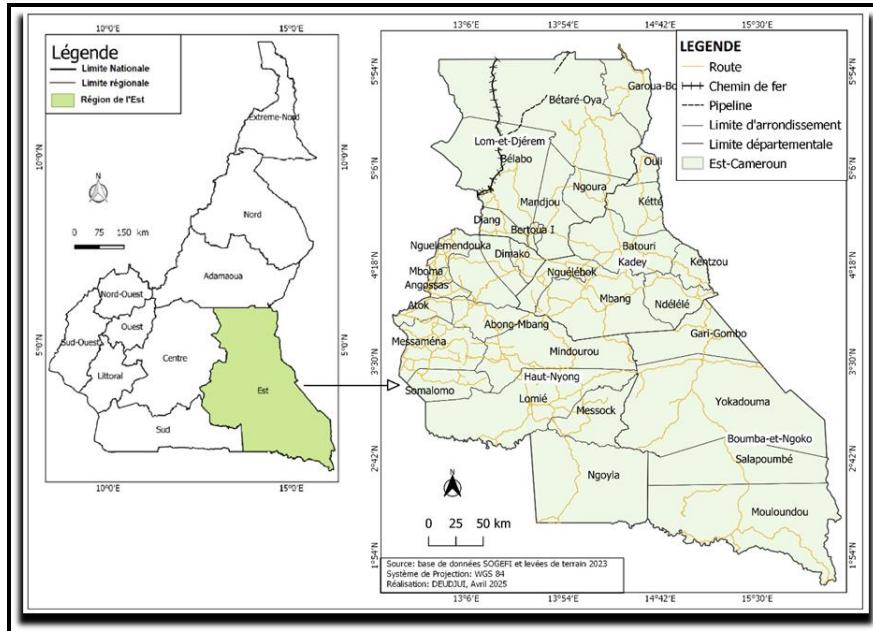
Introduction

La question du genre prend une place de plus en plus importante dans les rencontres internationales sur le développement humain depuis la décennie de la femme instituée par l'ONU entre 1975 et 1985, passant par la conférence de Beijing en 1995 jusqu'à son évaluation lors de la rencontre de Beijing +10 à New York. Si la question de l'égalité de sexe reste d'actualité, les débats évoluent aujourd'hui vers le rôle de la femme dans les situations pré et post conflictuelles, notamment dans la prévention, la médiation, la négociation et la résolution des conflits afin de garantir l'idéal de paix cher à l'humanité. Or l'époque contemporaine est marquée par les tensions et les crises autour des ressources naturelles nécessaires à la survie des populations. Selon une étude du PNUE de février 2009, les ressources naturelles ont alimenté au moins 18 conflits violents depuis 1990 et ont été liées à au moins 40% du total des conflits qui ont eu lieu depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Cet article est une contribution au débat actuel sur le rôle de la femme dans la préservation de la paix et la gestion des conflits dans un contexte de compétition et de pression des ressources de survie. Cette problématique se pose avec acuité dans le contexte géographique de la région de l'Est-Cameroun, qualifiée de Région de l'Or et des pierres précieuses.

1. Contexte globale de la recherche

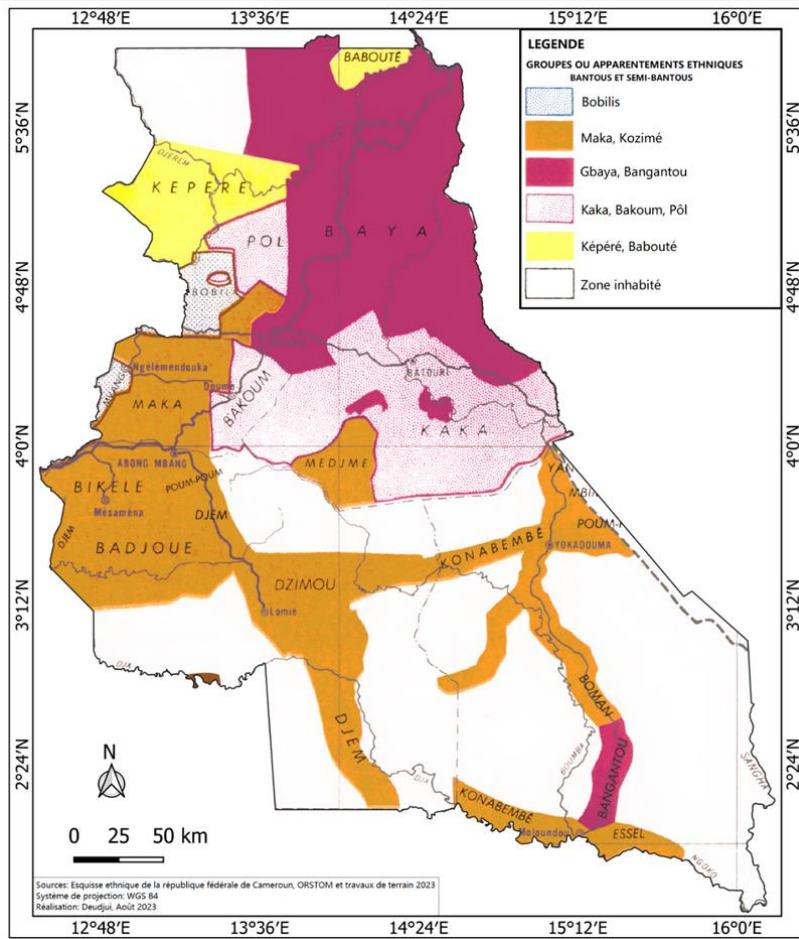
1.1. Cadre géographique de l'aire d'étude

Avec 109 002 km², la Région de l'Est (Figure 1), est la plus vaste du Cameroun. Elle couvre presque 1/3 du territoire national et détient la plus faible densité démographique, en moyenne 7,4 habitants/km² (Tchindjang, M. et al. 2018, p. 111).

Figure 1 : Cadre spatial et administratif de la région de l'Est-Cameroun

Source : Adrien Narcisse, 2023.

L'Est-Cameroun (Figure 1), vaste territoire vide de populations, regroupe treize (13) groupes ethniques ou apparentés (*Akpwakoum, Badjoué, Bikélé, Bobilis, Djem/Njem, Gbaya, Gbete, Kaka, Konabembe, Maka, Mpembo, Mvele, Pôl*). La répartition spatiale de la population présente globalement des points de concentration et de vastes espaces vides (Figure 2). Cette configuration donne l'impression d'un trop plein de ressources, suffisantes pour l'épanouissement des populations. Cependant, tout dépend de l'inscription spatiale des activités d'accès aux ressources et du rapport des communautés locales à l'espace : domaine agricole mais aussi domaine artisanal, domaine de chasse, de cueillette, de ramassage, de pêche, etc.

Figure 2 : Esquisse ethnique de la région de l'Est


Source : Adrien Narcisse, 2023

Cette esquisse permet d'identifier le cadre géographique des groupes ou apparentements ethniques territorialement localisés. Elle donne en outre un aperçu des zones les plus densément peuplées et des espaces à densité faible. Cette distribution spatiale des peuples locaux prédispose à la compétition sur les ressources.

1.2. Problématique de l'étude

Aux yeux de tous, l'Est-Cameroun semble être la Région du Cameroun la mieux pourvue en ressources naturelles. Le rapport entre son étendue, l'abondance des ressources naturelles et le déficit démographique pousse de nombreux acteurs à s'intéresser à la Région de l'Est et à y exploiter souvent clandestinement les ressources naturelles,

notamment minières et forestières. Ces pratiques prospèrent grâce aux complicités locales avec des soupçons de corruption impliquant les autorités centrales et locales. De plus, les multiples crises internes et externes au pays sont à l'origine d'un afflux de personnes vers cette région. Dès lors l'exploitation des ressources naturelles s'intensifie au gré des acteurs toujours plus nombreux à s'y intéresser et des politiques parfois incitatives du gouvernement (Coumaré, C., 2001, pp. 62-68). Les populations locales, de plus en plus en concurrence sur « leurs ressources », s'inquiètent des modalités de cette évolution, s'organisent, contestent, revendiquent (Voundi, E., 2021, p.30). Ce contexte de tensions entre enjeux de développement et environnement convoque une exploration de la *political ecology* (Watts, M., 2000, p. 257-74).

L'essentiel des recherches de cette approche se situe à la conjonction d'interactions environnement-sociétés constituées des trois éléments : les intérêts économiques, les changements écologiques et les luttes politiques (Giblin, B., 2001, pp. 13-31). Ce qui rend nécessaire de se concentrer sur les divers acteurs du secteur minier et les intérêts qu'ils défendent (théorie des parties prenantes), ainsi que sur les discours établissant le mode de compréhension des problèmes concernés. Un des enjeux majeurs de l'écologie politique étant de comprendre également les causes des conflits liés aux ressources naturelles et à l'environnement. Cette approche implique d'analyser comment les atteintes contre l'environnement et les mesures tendant à le sauvegarder comportent des modes de répartition controversée des coûts entre divers groupes sociaux (Benjaminsen, T. A. & Svarstad, H., 2009, p. 3-11) et articulent des enjeux de justice sociale (Forsyth, T., 2008, pp. 756-764). Ce constat pose le problème des déterminants conflictuels autour des ressources de survie des populations dans la région de l'Est-Cameroun.

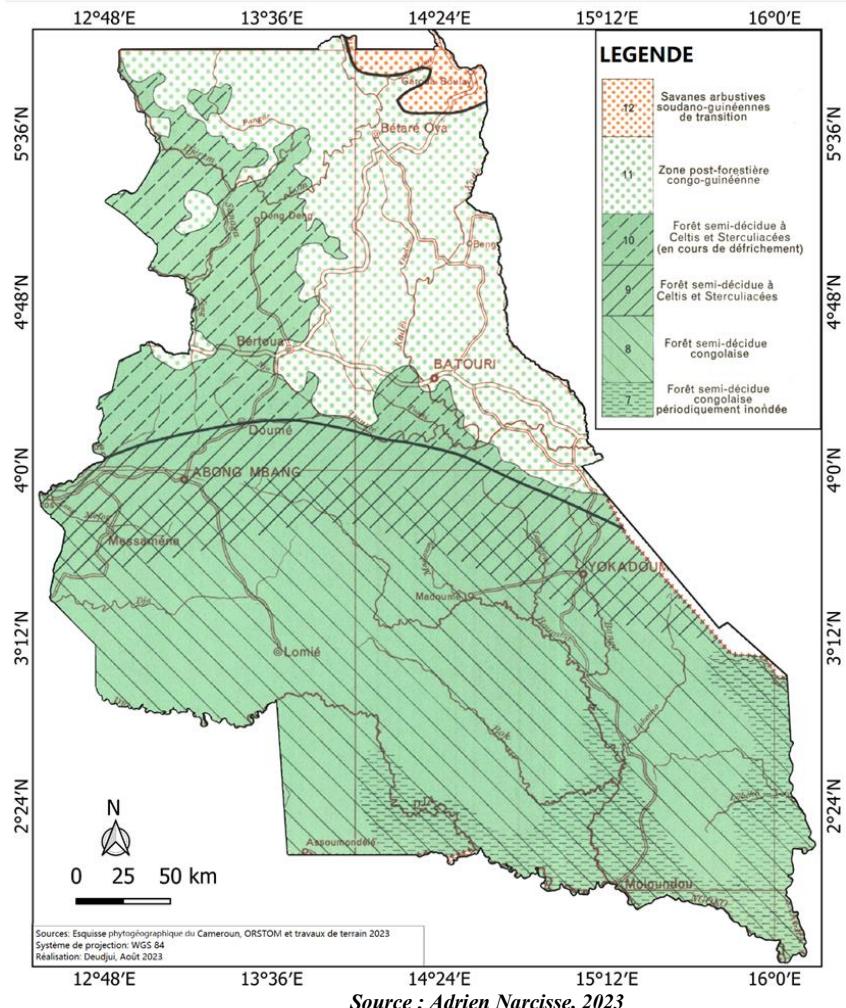
2. Méthode adoptée pour conduire l'étude

Sur la base d'une approche empirico-inductive, partant des analyses documentaires, des situations et des données observables sur le terrain, ont été relevés les formes de ressources de survie des populations, les facteurs de pression et de compétition au sujet de ces ressources. Ces données ont permis de dégager le rôle central que peut jouer la femme afin de prévenir et/ou gérer les conflits pouvant naître de ces compétitions.

3. Analyses des résultats obtenus

3.1. Inventaire des ressources de survie des populations de l'Est-Cameroun

L'Est-Cameroun rassemble des ressources naturelles diversifiées. Cet espace est composé de trois zones de végétation avec des paysages spécifiques : la zone forestière, la zone de transition et la zone de savane. La couverture forestière qui couvre 76 300 km² (soit 70% de la superficie du territoire) occupe les sols très riches en matière organique. Elle regorge de nombreuses et diverses essences telles le Sapeli, l'Ayous, le Bibolo, l'Acajou, l'Assamela, le Sipo (Garba M, 2016, p. 5). C'est le domaine du plus grand bassin de forêt équatoriale du Cameroun (Figure 3) avec une riche biodiversité.

Figure 3 : Phylogéographie de la région de l'Est-Cameroun

D'après la figure 3, la zone forestière occupe l'essentiel de l'Est-Cameroun. Elle s'étend du sud au nord-ouest alors la zone de transition prend en écharpe le nord et l'est. La formation savanique subsiste à l'extrême nord-est et progresse au gré de la dynamique climatique actuelle. Cette cartographie des formations végétales rappelle en partie l'organisation du système oro-hydrographique.

La structure géologique de l'aire d'étude repose sur des roches métamorphiques (les schistes, les gneiss, les orthogneiss, des granites et des migmatites), riches en kaolinite, goethite, gibbsite, quartz, etc. (Toteu, S. F., et al, 2008, p. 6-18).

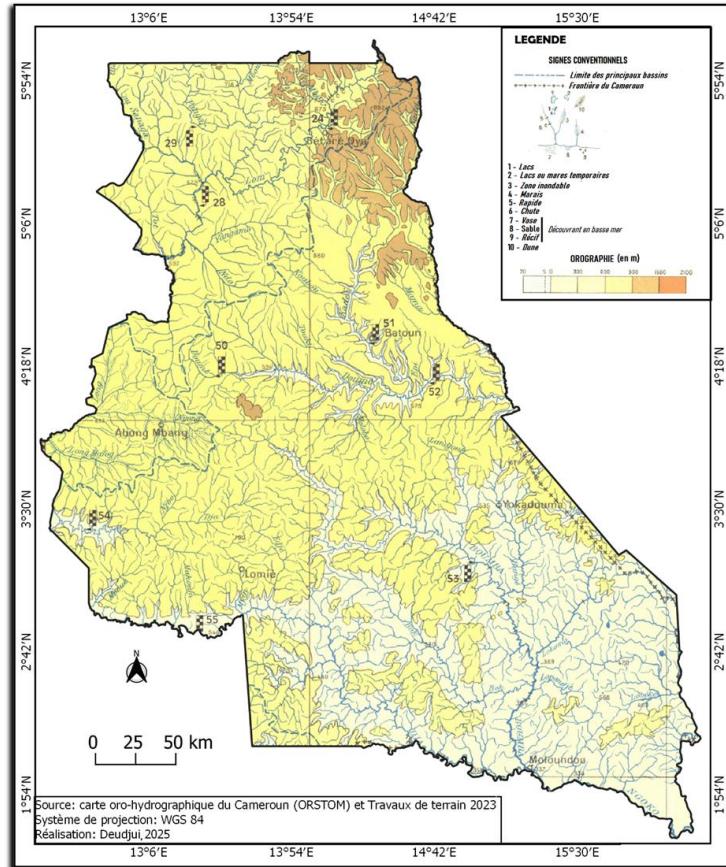
Les inventaires miniers entamés avec la colonisation allemande se sont intensifiés avec la tutelle française et l'accession à l'indépendance du Cameroun. Dès 1985, des travaux plus détaillés sont entrepris avec des levés aéromagnétiques et une opération d'inventaire minier réalisée. Ils ont bénéficié du partenariat du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) français, du Bureau de Recherche Géologique (BRG) allemand et d'Alcan canadien. Les résultats obtenus mettent en évidence plusieurs anomalies géochimiques, des indices et des gisements miniers sur 40 % du territoire national, dont la plupart dans la région de l'Est (Tableau 1). Ces résultats ont permis de dresser la légende minière de la Région de l'Est, amenant certains acteurs à la qualifier de « scandale minier ».

Tableau 1 : Gisements miniers découverts dans la région de l'Est-Cameroun

Nature du minéral	Réserves estimées en tonne (t)	Path/Row
Cobalt, nickel et manganèse	54 000 000 t	
Fer	2,5 milliards t	186/58
Or	5 t	184/56
Or	2 t	183/57
Or, bismuth, plomb molybdène, wolfram diamant	20 t d'or	184/56
Diamant	700 000 000 carats	
Diamant industriel, diamants gemmes	10 000 carats	183/58
Cobalt	55 000 000 t	185/58
Nickel	61 000 000 t	
Manganèse	17 000 000 t	

Sources : MINEPAT-DSCE, 2009 ; Mensuel Investir au Cameroun

Le tableau 1 confirme que l'Est-Cameroun regorge d'une multitude de gisements miniers dont l'or, le nickel, le manganèse, le cobalt, le diamant et le fer. On retrouve dans cette région seule, le tiers d'une trentaine de gisements miniers disponibles au Cameroun. Les différentes opérations d'exploration ont révélé une diversité de ressources minérales et des gisements parfois, parmi les plus importants du monde (gisements diamant de Mobilong et de fer de Mbalm-Nabeba). Au plan hydrographique, la région de l'Est-Cameroun appartient principalement aux bassins du Congo et de la Sanaga. Son potentiel hydrographique (Figure 4) réuni d'innombrables fleuves, lacs et rivières.

Figure 4 : Oro-hydrographie de la région de l'Est-Cameroun

Source : Adrien Narcisse, 2023

La figure 4 donne un aperçu de la richesse hydrographique de la région. Toutes les localités sont suffisamment drainées. Ce qui constitue un atout économique important. Au demeurant, les populations de l'Est exploitent diverses ressources naturelles dont les ressources renouvelables comme l'énergie solaire, et d'autres non renouvelables. Ces dernières qui entretiennent la compétition sont principalement :

- les ressources minérales et minières ;
- les ressources en terre (le foncier urbain pour l'édification du bâti en ville, les terres cultivables) ;
- les ressources d'eau et en eau ;
- les ressources forestières assurant les services énergétiques (bois de chauffe et charbon de bois), et industriels (exploitation forestière) et la pharmacopée ;

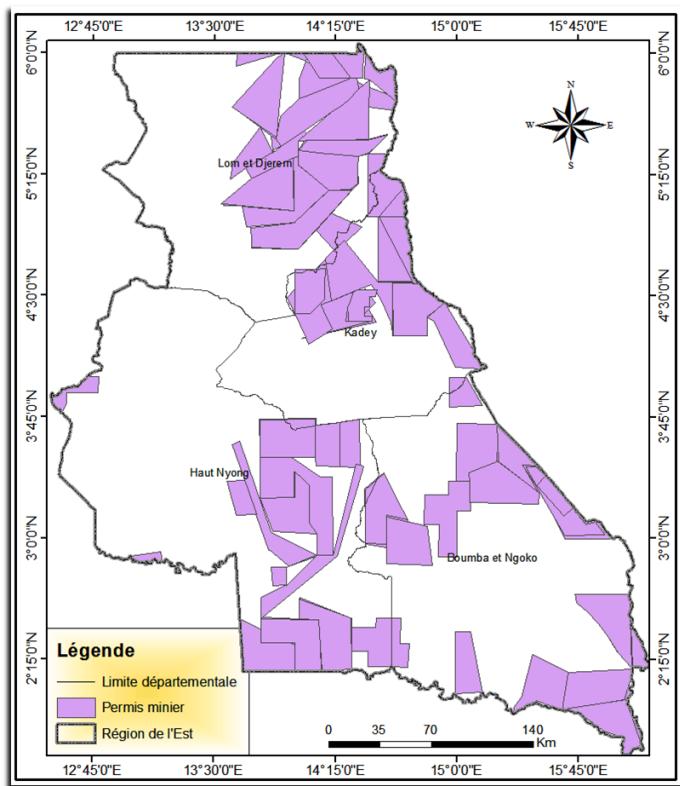
- l'ensemble des produits agricoles et principalement les vivres frais (macabo, plantain, banane, tubercules de manioc, etc.).

Suggestion d'une phrase de transition (Qu'importe de type de ressources naturelles exploitées, la pression sur celles-ci ne cesse de se diversifier et de s'intensifier dans le secteur d'étude).

3.2. Formes de pression et de compétition autour des ressources naturelles dans l'Est-Cameroun

La compétition autour des ressources naturelles prend diverses formes en fonction de la typologie des ressources ciblées. Pour les ressources minières, on assiste de plus en plus au phénomène de « *sassayé* » qui consiste en la prise d'assaut des sites miniers industriels ou semi-mécanisés (Figure 5) par des centaines de chercheurs artisanaux. Ces derniers se livrent à l'exploitation de ces sites en guise de protestation à l'exploitation de « leurs ressources naturelles » par des allogènes qui ne leur versent aucun tribut (Thomas, F., 2013, pp. 7-28). Ce même phénomène est également enregistré à chaque fois qu'une entreprise libère un site à la fin de son exploitation. Les artisans inondent les lieux et sont parfois engloutis par des éboulements de terrain. Ce fut le cas du site minier de Belita dans le département de la Kadey le 9 juin 2022 avec un éboulement qui a fait cinq (05) morts parmi les artisans (source ?). Globalement, leurs récriminations portent en accusation la gouvernance. On a ainsi les conflits entre les populations locales et les opérateurs miniers, alimentés par la dégradation de l'environnement par l'exploitation industrielle.

Figure 5 : Emprise foncière de l'exploitation minière semi-mécanisée dans la région de l'Est-Cameroun

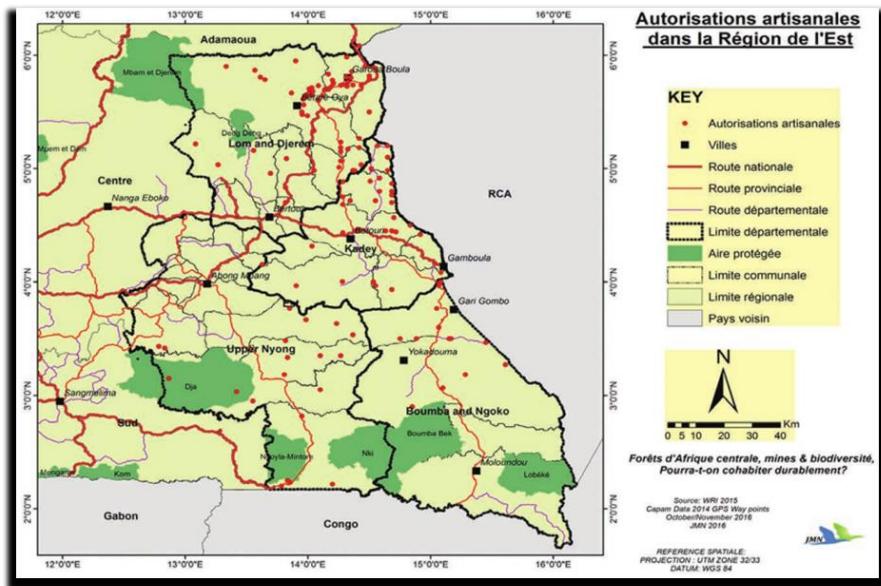


Source : Service du cadastre minier de la Délégation régionale de l'Est du ministère des mines, 2023.

Les exploitations autorisées par un permis minier se concentrent au sud, au sud-est, à l'est et au nord-est (Figure 5). On les retrouve moins à l'ouest et au nord-ouest de l'Est-Cameroun. L'exploitation minière artisanale fait partie des sources de revenus des populations dans les localités où le sous-sol dispose des ressources minières (Nguepjouo, D., & Manyacka, E., 2008, p. 65). Dans toute la région de l'Est l'activité est bien connue des autochtones et se développe très rapidement (Figure 6). La fermeture en 2011 du chantier d'or de Minkébé au Gabon, a accéléré l'ouverture des chantiers artisanaux dans les régions de l'Est et du Sud-Cameroun (Messina J-P. et Feintrenie L., 2014, p. 27). Actuellement plusieurs chantiers d'orpaillage sont actifs à Ngoyla, Belita, Bétaré Oya, Ndélélé, Kentzou, Batouri. L'enquête menée sur les sites de Bétaré Oya, Batouri, et Kentzou montre que les orpailleurs sortent de toutes les régions du Cameroun, mais aussi des pays voisins comme la République Centrafricaine ou le Mali. Ces activités ont un impact non négligeable sur l'environnement et constituent une menace pour la

conservation des ressources naturelles. 100% des orpailleurs ne restaurent pas les sites après extraction. Car disent-ils, «la nature finit toujours par retrouver son équilibre ». 90% n'ont pas conscience de l'impact de leurs activités sur l'environnement, même si les dégâts sont parfois perceptibles comme l'obturation des cours d'eau et leur disparition (Messina, J. P. & Feintrenie, L., 2014, p. 28).

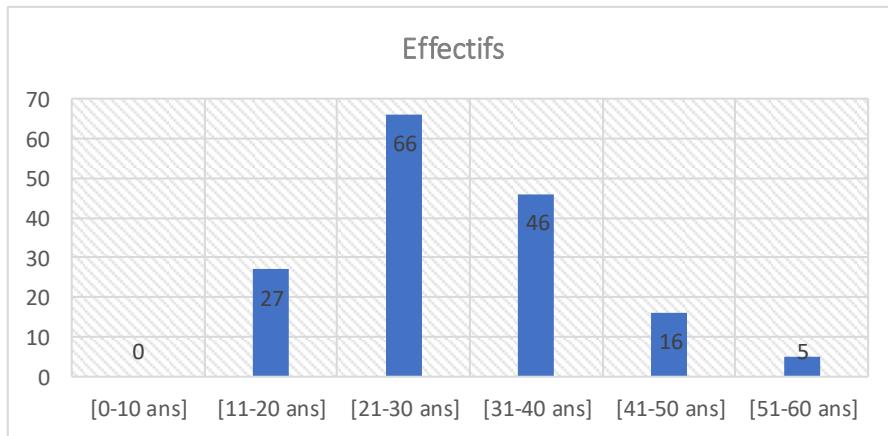
Figure 6 : Spatialisation de l'exploitation minière artisanale dans la région de l'Est-Cameroun



Source : Voundi (2021)

La figure 6 montre une dissémination des aires d'exploitation minière artisanales à travers toute la région avec cependant une forte concentration sur la bande frontalière du pays avec la République Centrafricaine. Les exploitants des sites artisanaux bénéficient alors de la main d'œuvre disponible et bon marché de ce pays voisin.

L'analyse des données démographiques des acteurs de cette activité, révèle qu'elle implique plus des jeunes dont l'âge est compris entre 20 et 35 ans. D'après le graphique 1, la probabilité de trouver dans les chantiers artisanaux les jeunes de moins de 30 ans, dépasse 60%.

Graphique 1 : Aperçu de la tranche d'âge des artisans miniers

Source : Adrien Narcisse, 2023

Le graphique 1 montre que sur un échantillon de 160 artisans miniers enquêtés, 112 sont compris dans la tranche d'âge [21-40 ans]. Elle met en évidence l'absorbance de la population jeune par cette activité dans l'ensemble de la région. Evaluée à 801 968 habitants lors du recensement général de la population en 2005 (BUCREP 2010), la population de la région de l'Est est estimée à 835 642 âmes en 2021 (Bucrep, 2021) La croissance démographique dont est victime la région induit des ressources alimentaires de plus en plus importantes pour la survie des populations. Or la déforestation qui progresse limite l'accès aux produits de chasse et de cueillette dont sont fortement dépendantes les populations locales au regard de leurs habitudes alimentaires.

Après l'agriculture, L'exploitation minière est considérée comme le deuxième vecteur de déforestation (Messina, J. P. & Feintrenie, L., 2014, p. 52). De plus, l'urbanisation accélérée, érode les terres arables (réserves agricoles) et la végétation naturelle. Le changement climatique actuel, à travers la variabilité climatique, limite considérablement la productivité agricole locale. Il s'en suit d'importantes pénuries de vivres frais dont est fortement dépendante la population, sur les marchés locaux, entretenant diverses formes de spéculations et surtout la compétition et l'inflation liée aux produits alimentaires.

Sur les marchés locaux, la rareté de plus en plus observée des vivres frais génère déjà des tensions pouvant déboucher sur des crises. Des ménages changent leur menu du jour pour n'avoir pas trouvé les vivres nécessaires sur le marché local. Le manioc, la patate, le plantain, qui jadis inondaient les marchés urbains deviennent des denrées rares. En effet, pour désormais s'en procurer et parfois à des coûts élevés au regard du niveau de vie local marqué par un taux d'inflation de 7,4% en 2023 comme le relève l'Institut National de la Statistique dans sa note de suivi de l'Inflation au Cameroun du 21 février 2025, les

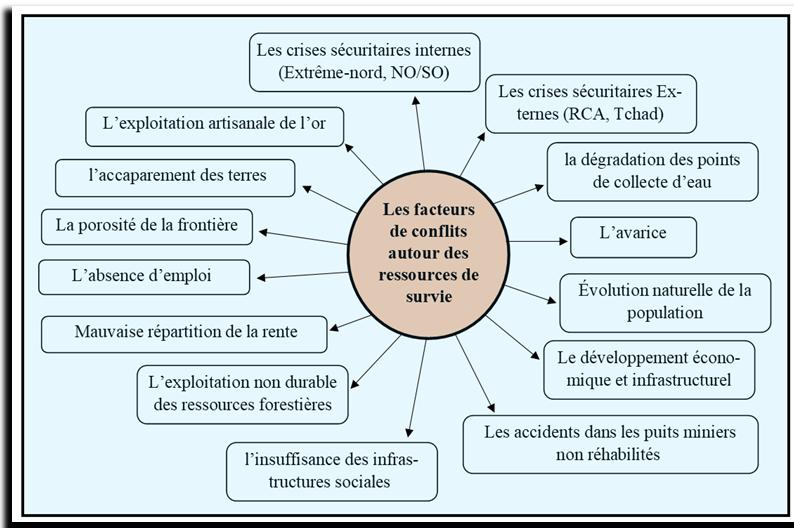
consommateurs doivent se rendre au marché, aux premières heures de la journée. Les « retardataires » devront alors se contenter des vivres restants quand il y en a et y adapter leurs menus.

Sur le plan de l'accès aux ressources en terre, l'accès au foncier a généré des tensions sur toute l'étendue du territoire national. Ces crises ont obligé le Ministre du Domaine, du Cadastre et des Affaires foncières (MINDAF) à suspendre en 2022 toute transaction foncière dans 21 départements sur les 58 que compte le pays. Au rang de ceux-ci, figure le département du Lom et Djérem dans la région de l'Est. Cette situation est inhérente aux tensions sociocommunautaires générées par les difficultés des populations locales d'accéder aux ressources en terre. Les travaux de terrains relèvent que plusieurs facteurs sont à l'origine de ces tensions.

3.3. *Les facteurs de compétitions et des conflits liés à la gestion des ressources naturelles*

Les facteurs des conflits sont de plusieurs ordres et dépendent de la nature de la ressource. Le schéma 1 donne un aperçu global des éléments qui favorisent les conflits autour des ressources naturelles à l'Est-Cameroun.

Schéma 1 : Facteurs de conflits autour des ressources de survie des populations



Source : Adrien Narcisse, 2023

Le schéma 1 montre que qu'au total, 14 principaux facteurs contribuent à générer les conflits autour des ressources de survie des populations. Ces facteurs sont fonction du type de ressource et de la localité. Mais certains facteurs ont une implication globale (crise sécuritaire, évolution de la population, l'exploitation artisanale de l'or).

En effet, L'exploitation minière est une source de revenus directs pour les populations locales et contribue à la survie des zones minières et surtout des localités enclavées. Cependant, le non-respect des conditions de développement des activités minières durables compromet l'avenir des forêts et tout ce qu'elles contiennent. En raison principalement de son caractère artisanal, l'exploitation minière compromet aussi le développement des activités agricoles en monopolisant la main-d'œuvre jeune. A cette allure, l'essor de cette activité risque d'hypothéquer le développement envisagé par le pays. Par ailleurs, les activités minières aggravent la perte des sources d'alimentation et des revenus des populations locales à travers la destruction des forêts et les expropriations (agriculture, chasse, et pêche).

3.4. Du pouvoir de la femme dans la préservation de la paix

Il est démontré que les conflits violents affectent essentiellement les femmes et les enfants, considérés comme des personnes vulnérables. C'est pourquoi la communauté internationale a reconnu que la participation des femmes était indispensable à l'établissement et le maintien de la paix. Les femmes sont des agents de changement avérés et devraient pouvoir en faire plus encore. En 2000, le Conseil de sécurité des Nations Unies a marqué l'histoire en adoptant la résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité. Cette résolution préconise de faire participer les femmes à l'établissement de la paix, de mieux les protéger contre les violations de leurs droits fondamentaux et de leur donner accès à la justice et aux services de lutte contre la discrimination. Les projets sectoriels de développement essaient de répondre aux besoins immédiats des populations sans tenir compte de l'équité et il s'ensuit un déséquilibre social et des conflits. Or le pouvoir de la femme dans le processus de maintien, de préservation de la paix et de résolution des conflits n'est plus à démontrer. Elle :

- est un symbole de tendresse et de la paix ;
- joue un rôle pacificateur et même de cessez-le-feu entre deux communautés en guerre ;
- aide à instaurer la confiance sur le terrain entre les militaires et les populations et facilite les actions de consolidation de la paix en cas de conflit armé ;
- jouit d'une grande capacité de mobilisation et de médiation ;
- est un maillon essentiel de l'économie capable de produire les biens et limiter les tensions autour de l'accès à l'offre alimentaire ;
- garantit la confiance et la sécurité.

Pour que les femmes assument pleinement ces rôles à l'Est-Cameroun, des actions concrètement doivent être posées à savoir :

- se mettre en coopérative et solliciter les subventions de l'Etat et d'autres partenaires afin d'améliorer la productivité agricole et juguler les tensions observées autour de l'accès au produits vivriers ;

- promouvoir la transformation et la conservation des produits à travers des formations pratiques ;
- consulter le calendrier météorologique local ou régional pour déterminer la meilleure période de semis afin d'échapper aux aléas de la variabilité climatique actuelle et garantir une meilleure productivité agricole. Pour cela, le rôle central des femmes leaders est requis pour porter l'information auprès des femmes rurales dans les zones les plus reculées. Il est également nécessaire que la femme rurale mette plus d'effort pour accéder à l'information ;
- pour les femmes leaders, organiser des ateliers de formation et de sensibilisation pour préparer les à la prévention des situations de pénuries et de conflits ;
- œuvrer pour le changement de mentalités dans la chaîne de commercialisation des produits locaux ;
- conscientiser la femme rurale sur la nécessité de ne plus brader ses produits ;
- autour de la ressource en eau, des cas de conflits au sujet du site pour creuser les forages d'eau et des crises nés de l'utilisation de l'eau par les populations de deux villages voisins pourraient trouver solution dans des formes de mobilisation des femmes à remonter les différentes situations auprès des autorités traditionnelles afin que ces derniers, en véritables médiateurs qu'ils sont organisent des assises pour trouver des solutions ou collaborent en faveur de la paix.
- faire de la promotion du développement agricole au détriment du développement minier un véritable pilier de l'éducation sociale et familiale afin de réduire l'appétit des jeunes adolescents à l'activité minière artisanale.

4. Discussion

4.1. Des mesures anticipatives des conflits

Les conflits liés aux ressources naturelles locales sont souvent très complexes. En effet, ils reposent sur des facteurs si nombreux et imbriqués rendant difficile l'identification des solutions clés. Cependant, de manière globale, certaines mesures peuvent contribuer à prévenir ou à atténuer les conflits liés à la gestion des ressources de survie dans la région de l'Est-Cameroun. Dans cette région, deux types de tensions prédominent au niveau local. Il s'agit des tensions liées au partage, souvent inéquitable des ressources et celles qui résultent de contradictions entre les systèmes de gestion locaux et les systèmes d'exploitation introduits par un acteur économique ou étatique, bref, « étranger » aux populations locales. Le partenariat dans la gestion des ressources reste l'approche la plus efficace pour parvenir à régler pacifiquement les rivalités observées. Il s'agit des approches participatives impliquant tous les acteurs au processus de pacification et qui ont pour but de trouver une issue acceptable par l'ensemble des parties. Basée sur l'écoute, l'identification des besoins et la négociation, cette méthode permet de rétablir un partage équitable de ressources pour éviter les tensions issues de l'injustice sociale et de la pauvreté (Renouard, C., 2015, pp. 13-32). Des expériences qui ont marché sont à

relevées. La PROPAC (Plateforme Régionale des Organisations Paysannes d'Afrique Centrale), regroupant des organisations paysannes de 11 pays, a formé ses élus aux méthodes de médiation. Pendant trois semaines à Yaoundé, les participants se sont prêtés à des mises en situation et ont appris à accompagner les parties antagonistes tout en restant neutres, afin qu'elles trouvent par elles-mêmes les solutions. Les agriculteurs africains ont bien compris que les dissensions concernant le partage des ressources ne pouvaient que freiner le développement local. La médiation se positionne donc comme un outil au service de la lutte contre la pauvreté.

Au Sénégal, Les paysans exploitant le bassin du fleuve Sénégal ont été impliqués dans le programme de résolution des tensions liées à une exploitation dispersée de l'eau, mené par le CEMAGREF (Centre national de la machinerie agricole, du génie rural, des eaux et forêts). Si les chercheurs ont mis au point un système informatique pointu permettant de recréer des scénarios recréant les conflits locaux, ils n'ont pas oublié de faire participer les habitants à toutes les étapes de la simulation, notamment par le biais de jeux de rôles. L'investissement des populations dans la recherche de solutions équitables permet alors de poser les bases d'un dialogue ouvrant la voie à une concertation dans la gestion des ressources.

4.2. Des mesures d'endiguement des conflits existants

La résolution des conflits liés à une utilisation commerciale ou privée des ressources locales est un peu plus délicate. Ces derniers apparaissent quand les populations ne sont pas incluses dans la chaîne d'exploitation des ressources mais en subissent les désagréments, surtout lorsque l'activité est menée par des multinationales. Dans ce cas, les solutions résident dans une prise de conscience des entreprises, qui doivent intégrer les populations locales et leurs besoins dans les stratégies d'implantation. Elles doivent aussi exercer une exploitation durable des ressources, afin de ne pas appauvrir des régions en territoire étranger. La mise en place d'espace de démocratie locale et de planification participative aide les habitants à s'investir dans cette activité commerciale, et ainsi apaiser les tensions issues d'un sentiment d'injustice.

La solution la plus pertinente reste encore de lutter contre la pauvreté, principal vecteur de la violence, en offrant aux populations des débouchés. Au Kivu, l'ONG Adikivu s'investit dans l'achat de terres agricoles, un bien devenu rare, afin de les proposer à crédit aux jeunes paysans qui en sont privés. Elle donne ainsi les moyens à la population civile de gagner honnêtement sa vie, sans avoir besoin de s'enrôler dans les milices armées (Mina De B., 2009, P. 6). En favorisant la coopération avec les paysans burundais et rwandais, elle a même réussi à créer des passerelles de paix entre des pays en conflit. Toutes ces stratégies ont besoin de l'implication des femmes pour produire des résultats plus probants.

Conclusion

À l'Est-Cameroun, Les femmes tirent leurs revenus principalement des produits de cueillette. C'est-à-dire en vendant les feuilles d'okok (*Gnetum spp*), les feuilles pour emballage des différents mets de la famille des *marantacées* (*megaphrynum Macrostachyum*), du bois de chauffage et des autres produits forestiers ligneux et non ligneux. 91% des familles utilisent le bois et le charbon de bois comme source d'énergie domestique. Actuellement, ces principales sources de revenus des femmes sont menacées par l'érosion des surfaces forestières et des terres cultivables. La prévention des conflits passe nécessairement par des stratégies de lutte contre la faim et la pauvreté. Cette lutte ne sera efficace que si les ressources naturelles sont préservées ou tout au moins exploitées durablement. Dans une société où les fonctions de la femme ont considérablement augmenté pour assurer la survie de la famille et de la communauté, Son rôle est impérativement central dans la préservation de la paix et la gestion des conflits. Selon le PNUE, les conflits ayant un lien avec les ressources naturelles ont deux fois plus de chance de reprendre dans les cinq premières années de paix. Il faut donc installer une politique à multiples échelles pour prévenir la raréfaction des ressources naturelles, source de potentielles tensions, et sensibiliser la communauté internationale, les dirigeants, les populations et les entreprises, pour limiter les conflits. Conscient du rôle moteur de la femme dans ce processus, le programme d'ONU Femmes sur les femmes, la paix et la sécurité est marqué par une série d'engagements envers les droits des femmes. Ces engagements portent sur la résolution 1325 et sur neuf résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies qui l'appuient mais en particulier la recommandation générale n°30 sur les femmes dans la prévention du conflit.

Références bibliographiques

- Benjaminsen, Tor A., & Hanne Svarstad, 2009, *Qu'est-ce que la "political ecology"?* Nature's sciences sociétés 17, no. 1 (2009): 3-11.
- BUCREP, 2010, *Synthèse du rapport annuel du 3e RGPH*, 55 p.
- BUCREP, 2021, *Rapport national sur l'état de la population camerounaise*, 28 p.
- Coumaré, C., 2001, «Les situations des conflits armés entre exploitants des ressources naturelles en zones soudano sahéliennes: cas du Mali. » In: Hommes armés, femmes aguerries: Rapport de genre en situations de conflit armé. Genève: Graduate Institute Publications. pp. 62-68
- Garba Moussa, Meirama, 2016, Ressources patrimoniales et perspectives touristiques dans l'Est-Cameroun: potentialités et limites actuelles/Heritage Resources and Tourism Perspectives in East-Cameroon: Potentialities and Current Limits. *Études Caribéennes*.

mis en ligne le 04 juillet 2016, consulté le 05 septembre 2023. Dernier accès en ligne Mars 2024.

Giblin, Béatrice. (2001). *De l'écologie à l'écologie politique: l'enjeu du pouvoir de la nécessité de savoir penser l'espace*. Hérodote, (1), 13-31.

Messina Jean-Pierre et Feintrenie Laurène, 2014, *Exploitation minière en zone forestière au Cameroun*. CIRAD, 52 p.

Mina De Beaumont; 2009. « Prévenir les conflits par une gestion intelligente et une utilisation durable des ressources naturelles ». En ligne, consulté le 5 janvier 2025. https://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-908_fr.html

Nguepjouo, Diderot, & Eric Manyacka, 2008, Exploitation minière artisanale dans la province de l'Est Cameroun: Cas du département de la Boumba et Ngoko. Etat des lieux, Constat, Analyse et recommandation, *CED, Cameroun*, 65p.

Renouard, Cecile, 2015, «L'affaire de tous. Libéralisme et théories de la justice sociale et écologique. Revue française des affaires sociales», (1), 13-32.

Tchindjang, Mesmin, Eric Voundi, Philippe Mbevo Fendoung, Unusa Haman, Frédéric Saha, & Igor Casimir Njombissie Petcheu, 2018, «Mapping of the dilemma of mining against forest and conservation in the Lom and Djérem Division, Cameroon». In Proceedings of the ICA (Vol. 1, p. 111).

Toteu Félix., Penaye Joseph., Deschamps, Yannick., Maldan, Florence., Nyama Atibagoua, B., Bouyou Houketchang, M. & Mbola Nzana, Simon. Pierre., 2008, «Géologie et ressources minérales du Cameroun». In 33rd international geological congress, Oslo, Norway (pp. 6-14).

Voundi, Eric, 2021, «Extractivisme minier dans l'Est-Cameroun et controverses socio-environnementales : Quelles perspectives pour un développement paisible des communautés locales ? » Belgeo, n°2. 30p. <https://doi.org/10.4000/belgeo.48699>.

Watts Michael, 2000, «Political ecology in Sheppard E and Barnes T eds A companion to economic geography». (2000): 257-74.